

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE -



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie

. 1,50 f

N° 29

15 février - 15 mars 1979

ALGERIE :

Congrès du FLN :

LA BOURGEOISIE DESIGNE
SON NOUVEAU REPRESENTANT

CHADLI :

UN COMPROMIS ENTRE
LES CLIQUES DE
POLITICIENS BOURGEOIS

IRAN

Le clergé chiite contre les travailleurs

POINTS DE VENTE

Librairie du Tiers Mythe : 22 rue Cujas, 5ème.
 Librairie arabe : 2 rue St Victor, 5ème.
 Librairie Rouge : 110 impasse Guéméné.
 Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 5ème.
 L'Harmattan : rue des 4-Vents, 6ème.
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
 Lib. "Le temps des cerises" : 50 Bd de la Madeleine, 06000 NICE
 Librairie 33 : rue St James, Bordeaux.
 Librairie quotidienne : 5 rue du Félibre-Gaut, 13100. AIX-EN-PROVENCE.
 Librairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES.
 Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simon, 54000 NANCY.
 Librairie Lire : rue Sainte, Marseille.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
 S'adresser à :
 T.I.L.
 29 rue Descartes
 75005. PARIS.
 (Ne spécifier que T.I.L.)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 32 Fr l'année, en timbres poste
 (16 Fr de mensuel + 16 Fr de frais
 d'envoi).
- Pour l'étranger, écris-nous.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE
 POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES.

SOMMAIRE

ALGERIE

- p 3 : Congrès du FLN : La bourgeoisie désigne son nouveau repré-
 sentant.
 p 3, 4 : Chadli : Un compromis entre les cliques de politiciens
 bourgeois.
 p 5,6,7 : l'après-Boumédiène.
 p 8,9,10,11 : Le CLTA : une organisation dont la classe ouvrière d'Algérie
 n'a rien à attendre !

IMMIGRATION

- p 12,13 : contre les expulsions, unité de la classe ouvrière !

INTERNATIONAL.

- p 14 : Le clergé chiite contre les travailleurs. IRAN.
 p 15,16 : Grande-Bretagne : La grève des camionneurs remet en cause
 le "pacte social".
 p 17 : Maroc : Les cheminots en grève.
 p 18 : Tunisie : Il y a un an, le 26 janvier...

Dernière page : QUI SOMMES-NOUS ?

ALGERIE (suite): La bourgeoisie algérienne élit son représentant.

Le dernier congrès du FLN a désigné Chadli comme "candidat unique à la présidence de la République". Le processus de "désignation" de Chadli est très révélateur quant à la nature du régime en Algérie.

En effet, la propagande gouvernementale n'arrête pas d'affirmer que le pouvoir en Algérie appartient aux classes laborieuses. On aurait tort cependant de croire que les travailleurs participent d'une quelconque manière aux décisions politiques (comme par exemple choisir leurs dirigeants). Si les travailleurs et l'ensemble des masses opprimées n'ont pas leur mot à dire, les bourgeois, eux par contre, ne sont pas en reste.

C'est ainsi que les délégués au congrès étaient pratiquement tous des bureaucrates bourgeois. L'énumération d'El Moudjahid ne laisse à ce sujet aucun doute : "ont participé, le chef de l'Etat, les membres du gouvernement et les ministres, les ambassadeurs, les responsables d'entreprises nationales, les commissaires du parti, etc...". Soit en tout 3100 participants.

Il est donc incontestable que Chadli a été désigné par ses frères de classe. Nous ne nous attarderons pas sur les élections qui doivent en principe permettre au "candidat unique du FLN" d'être élu président de la République...

Il est évident que ce genre de mascarade électorale n'a pour objectif que de sauver les apparences "démocratiques" de la dictature en Algérie. Les 99 % au moins de "oui" sont en général assurés, comme l'ont montré les résultats du prétendu vote.

Chadli a été désigné par ses pairs, et ce sont leurs intérêts qu'il représente. Il est plus que jamais nécessaire que les travailleurs s'organisent : la lutte est la seule voie qui leur permettra de faire prévaloir leurs intérêts de classe !

CHADLI

Un compromis entre les cliques de politiciens bourgeois

Nous disions dans le précédent numéro de TIL que la disparition de Boumediène avait ouvert une crise de succession en Algérie. Le problème est de savoir si la désignation de Chadli, comme successeur, a permis de résoudre la crise ouverte par la mort de Boumediène.

.../...

ALGERIE (suite) : La bourgeoisie algérienne doit son représentant.

Les "indiscrétions" qui ont filtré du dernier congrès du Fln attestent que les affrontements entre les différentes cliques de politiciens bourgeois ont été très violents. Si on laissait de côté les candidatures mineures (Bencherif ...), il semblerait que deux fractions principales se soient opposées, celle des boumédienistes orthodoxes dont le chef de file serait Yahyaoui (appuyé par le PAGS, PC algérien), et celle des partisans d'une sorte de "sadatisation" (place plus grande au capital privé national et étranger), et dont le chef de file serait Bouteflika.

Apparemment, aucune de ces deux fractions n'a pu s'imposer de façon définitive, et un compromis a été fait.

C'est le candidat de l'armée (arbitre en la circonstance), qui a été désigné, personnifié par Chadli. On aurait cependant tort de croire que le problème de la succession de Boumediène a été définitivement résolu, et il y a à cela plusieurs raisons.

Il y a d'abord la façon dont le pouvoir était organisé en Algérie ; Boumediène l'avait façonné à sa mesure. Il régnait sans partage, cumulant les fonctions les plus importantes : président de la république, chef de l'armée, du parti, etc... Or, aucun de ceux qui lui succèdent (les "hommes du sérail"), à commencer par Chadli, n'ont son prestige ni sa stature politique.

Et au moins, pour un certain temps, on continuera forcément à assister à des luttes intestines assez violentes au sein de l'appareil d'Etat.

Les travailleurs n'ont, eux, à prendre parti pour aucun des clans ou des cliques en présence, car malgré les contradictions qui peuvent exister entre les différentes fractions de la bourgeoisie (ou de son personnel politique), elles sont toutes d'accord pour perpétuer la domination de leur classe et exploiter la classe ouvrière et l'ensemble des masses laborieuses en Algérie.

CHADLI

Un compromis entre les cliques de politiciens bourgeois

Nous disions dans le précédent numéro de TIT que la désignation de Boumediène avait ouvert une crise de succession en Algérie. Ce problème est de savoir si la désignation de Chadli, comme successeur, a permis de résoudre la crise ouverte par la mort de Boumediène.

.../...

ALGERIE

L'après - Boumédienne

L'ère de l'après-Boumédienne sera à bien des égards différente de celle du vivant du dictateur. Sur le plan politique, le régime ne peut pas continuer à fonctionner comme auparavant. Boumédienne avait façonné le pouvoir en fonction de sa stature politique. Il régnait sans partage, cumulant les fonctions les plus importantes, président de la république, chef de l'armée, du parti, etc...

Aucun de ceux qui lui succèdent, à commencer par Chadli, n'ont sa stature ni son prestige politique. Malgré les compromis qui sont intervenus entre les différentes cliques, la crise de succession qu'a provoqué la mort de Boumédienne est loin d'être résolue. A cette crise politique, s'ajoute, comme nous allons le voir, la faillite sur le plan économique du capitalisme d'Etat algérien.

- A propos du putsch de 1965.

Il a fallu trois ans à la bourgeoisie algérienne pour prendre en charge l'appareil d'Etat laissé vacant par le colonialisme français. L'indigence du parti (FLN) et la confusion politique ambiante ont fait que la seule force organisée, l'armée, est devenue l'armature du régime. Cet état de fait fut sanctionné par le putsch militaire qui porta Boumédienne au pouvoir. Le coup d'Etat correspondait au besoin qu'avait alors la bourgeoisie algérienne de s'assurer une certaine stabilité politique (par le renforcement de son appareil d'Etat) nécessaire à son développement.

- Un choix : le capitalisme d'Etat.

A partir de 1966, la dictature s'engagea franchement dans la voie du capitalisme d'Etat. La stratégie du régime consistait en un élargissement des nationalisations à tous les secteurs clés de l'économie, ainsi qu'en la récupération par la bourgeoisie des ressources nationales, et en la mise sur pieds de grands projets industriels (sidérurgie, pétrochimie, mécanique), sensés devoir permettre au capital national de prendre une place sur le marché mondial.

Cette politique du développement du capitalisme a été baptisée par les tenants du pouvoir "socialiste", du fait qu'elle accordait la prééminence au secteur d'Etat.

La propagande officielle jouait sur le fait que la bourgeoisie

.../...

d'Etat ne possédait pas juridiquement les moyens de production, et elle concluait qu'ils étaient donc la propriété de tous. "L'édification du socialisme", voilà le voile que s'est donné le capitalisme pour se développer en Algérie. Indépendamment de son caractère mystificateur, l'étatisation répondait au besoin qu'avait la bourgeoisie algérienne de construire un capital national. Pour mieux résister à l'emprise de l'impérialisme (pour se développer), elle a substitué à l'intérêt individuel de chacun de ses membres, l'intérêt collectif de toute la classe des capitalistes. Elle a concentré tous les moyens de production, tous les capitaux aux mains du "comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise toute entière" (Marx) : l'Etat.

- Les plans de développement et la Réforme agraire.

A partir de 1966, un programme économique commença à être appliqué en Algérie. Ce programme se divisait en trois plans : 1966-69, 1970-74, 1975-77 ; de 1966 à 1971, soit approximativement le premier plan, la bourgeoisie algérienne tenta surtout de s'assurer le contrôle de l'économie du pays, et par conséquent de s'assurer les sources d'accumulation indispensables à sa politique d'industrialisation. Sur 700 à 800 entreprises existant en 1963, seule une centaine poursuivait ses activités en 1970. Les nationalisations se succédaient, et en 1974, il n'existait plus de firmes étrangères opérant en Algérie en toute souveraineté, mais seulement des sociétés mixtes à capital algérien majoritaire.

Parallèlement à la réduction progressive des positions occupées par le capital étranger, le monopole de l'Etat se concrétisa par la création ou le renforcement des sociétés nationales, qui contrôlèrent désormais l'essentiel des activités minières, pétrolières, industrielles et bancaires.

En 1970 commence le premier plan quadriennal. L'objectif est de "semmer le pétrole pour récolter l'industrie". La répartition des investissements serait de 44 % pour l'industrie, 15 % pour l'agriculture et 14 % pour l'infrastructure, 22 % pour l'éducation et le social. L'accroissement prévu du niveau de vie n'excède pas 2 % par an. Précisons qu'il s'agit là d'une moyenne, et que l'austérité touchera davantage certaines couches sociales que d'autres. Le deuxième plan quadriennal prévoit la même répartition des investissements, mais le montant de ceux-ci est passé de 34 milliards de dinards à 110 milliards de DA.

Les deux plans privilègient très nettement l'industrie par rapport à l'agriculture, alors que les deux tiers de la population vivent à la campagne. D'autre part, ce sont les industries de base (pétrochimie, sidérurgie, construction mécanique, ...) qui sont privilégiées par rapport au reste des industries (textiles, etc...). L'achat d'usines "clés en mains" qui fonctionnent selon les techniques les plus modernes, favorise peu la création d'emplois.

En 1971, la réforme agraire (dont il était déjà question dans le programme de Tripoli) était décidée par la dictature de Boumédiène. Selon les textes officiels, elle se fixait comme buts essentiels la limitation de la grande propriété et la réduction des "disparités" dans le monde rural. Il était prévu des nationalisations de terres et leur redistribution

à des attributaires, ainsi que le regroupement de ces attributaires en forme collective d'exploitation.

- Semer le pétrole pour récolter... une faillite !

Aujourd'hui, malgré les assertions démagogiques du régime en Algérie, un bref bilan nous permettra de constater que la situation est désastreuse sur le plan économique. Si incontestablement beaucoup d'usines ont été construites en Algérie, la production est très faible et de mauvaise qualité.

Les unités industrielles construites ne permettent pas de satisfaire les besoins internes. La politique du pouvoir était sensée permettre au pays d'être moins dépendant vis-à-vis de l'impérialisme. En réalité, l'Algérie est un des pays les plus endettés d'Afrique, et le remboursement des dettes représentera à peu près 25 % des exportations. En achetant des usines "clés en mains", les responsables de l'industrialisation ont investi avec les méthodes les plus modernes. Cela signifie, vu que la technologie algérienne n'est pas au niveau occidental, qu'il faudra se réapprovisionner sans cesse à l'extérieur en pièces détachées, en techniciens pour l'entretien, etc..., d'où une dépendance technologique vis-à-vis de l'impérialisme.

Dans l'agriculture, le bilan n'est pas plus réjouissant. La réforme agraire avait surtout pour but, contrairement aux allégations du pouvoir, de permettre, par la mise en place de différentes structures étatiques (CAPCS, COFEL, etc...), une exploitation plus systématique de la paysannerie pauvre et des salariés agricoles. Or l'Algérie doit importer le tiers environ de ses besoins alimentaires chaque année.

- Semer le pétrole, et récolter... la révolte.

Si la bourgeoisie algérienne a investi de façon relativement importante 80 milliards de DA pour se constituer une base industrielle, les quelques faits et chiffres que nous avons brièvement évoqués ci-dessus montrent que le développement d'un capital national à l'époque du capitalisme impérialiste est une pure utopie. Plus l'Algérie s'industrialise, plus elle le fait sous la dépendance du marché mondial et au profit, principalement, de l'impérialisme. C'est ainsi que celui-ci oriente les investissements dans les secteurs qui correspondent d'abord à ses besoins, pétrochimie, etc..

Quand nous parlions au début de crise économique, en Algérie, nous entendions l'échec de la politique du pouvoir dans ce domaine et les répercussions qu'ont eu cette politique pour les travailleurs et les masses opprimées.

Si 16 ans d'indépendance n'ont pas permis à la bourgeoisie de rattraper celle des pays développés, ils lui ont permis de s'enrichir par contre et de renforcer son pouvoir. Malgré sa démagogie socialiste, le régime a permis à toute une classe de bureaucrates bourgeois de vivre dans le luxe, affichant voitures et palais. Pour les travailleurs, par contre, les 16 ans d'indépendance ont surtout été des années d'austérité : des pénuries, la hausse des prix, font que le pouvoir d'achat baisse. A cela s'ajoute le chômage, une crise du logement dramatique. Mais malgré la répression, les travailleurs relèvent la tête, et les grèves des dockers, des cheminots, etc..., l'ont montré clairement. Ces grèves montrent que pour les travailleurs, il n'y a pas d'autres solutions que la lutte pour la défense de leurs intérêts immédiats et pour balayer ce régime bourgeois qui les exploite.

Le CLTA :

Une organisation dont la classe ouvrière d'Algérie n'a rien à attendre

Depuis l'été 1978, le CLTA (Comité de Liaison des Trotskyistes Algériens) publie un bulletin intitulé "L'Étincelle". Ce groupe qui se réclame donc du trotskysme affirme non seulement défendre les intérêts du prolétariat d'Algérie, mais très modestement "postule historiquement à sa direction" (sic : L'Étincelle n° 4 p. 11). Nous allons examiner ici la nature de ce groupe et nous allons voir que, ni sa filiation historique et les positions passées de la branche trotskyste à laquelle il se rattache, ni son programme actuel, n'autorisent une telle prétention.

UNE CRITIQUE RADICALE DU FLN... POUR SOUTENIR LE MNA.

Le CLTA se rattache à un des deux courants internationaux principaux du trotskysme : le Comité International pour la Reconstruction de la IVème Internationale, désigné généralement comme "Lambertiste" (par le nom d'un de ses principaux dirigeants Lambert), dont le groupe en France est l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste).

Le CLTA procède donc à une critique extrêmement sévère de la branche rivale - le Secrétariat Unifié, dont la section française est la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire), qui a maintenant un groupe algérien sympathisant : le GCR, qui a publié une brochure sur la "crise du capitalisme d'Etat algérien".

Les positions du Secrétariat Unifié se sont en effet caractérisées par un suivisme systématique à l'égard du stalinisme d'une part, des mouvements nationalistes bourgeois d'autre part. L'attitude du Secrétariat Unifié à l'égard du FLN algérien n'a pas échappé à cette règle et, -comme le rappelle fort justement l'"Étincelle" -, le dirigeant d'alors de la IVème Internationale (SU), Michel Pablo, encensait le régime de Ben Bella aux lendemains des accords d'Evian. M. Pablo voyait même dans l'Etat algérien un "Etat transitoire vers l'Etat ouvrier", à tel point que Pablo lui-même devint conseiller de Ben Bella, avant d'être emprisonné à la suite du coup d'Etat de Boumédiène. Si la IVème Internationale a depuis critiqué M. Pablo (dirigeant aujourd'hui d'une autre tendance complètement "tiers-mondiste", la T.M.R.I) et le "pablisme", le Secrétariat Unifié n'a jamais fait une autocritique sérieuse et complète de ses positions sur l'Algérie.

Le S.U. conserve des positions tout à fait équivoques sur le régime de Ben Bella et la nature de l'Etat algérien à cette époque, comme le montre un dossier récent sur l'Algérie publié dans le journal de la LCR "Rouge". (Les trotskystes sont d'ailleurs tout à fait incapables d'avoir

une position claire sur ces problèmes, dans la mesure où ils ne remettent pas en cause la "théorie de la Révolution permanente" selon laquelle seul le prolétariat peut prendre la tête des luttes de libération nationale, - ce qui les amène à voir des E'as "ouvriers" à Cuba, au Vietnam, voire au Cambodge en en Angola pour certains...).

L'Etincelle se fait donc fort de rappeler les positions passées "radicales" de la tendance à laquelle elle se rattache par rapport au FLN. Mais elle passe discrètement sous silence son propre soutien à une autre branche du nationalisme bourgeois algérien : le M.N.A. de Messali Hadj, qui dans le cadre des rivalités l'opposant à l'autre branche, devait d'ailleurs complètement sombrer au service du colonialisme français...

Voici comment la Vérité (organe théorique de l'OCI) présentait le MNA de Messali Hadj dans son numéro 57 :

"Ce qui existe aujourd'hui de plus proche comme parti de masse de ce qui fut l'authentique parti bolchévique de Lénine et de Trotsky" (signé par Gérard Bloch toujours dirigeant aujourd'hui de l'OCI...)

Une autre publication de l'OCI écrivait : " Il existe un mouvement de masse en Algérie : le MNA. Ce mouvement est le plus représentatif du peuple algérien. Il est essentiellement prolétarien, il a une doctrine socialiste bien établie, il contrôle la majeure partie des maquis, il est profondément démocratique et n'est inféodé à aucune puissance étrangère". ("Commune" - juin 1957).

Au moment des affrontements armés qui opposaient FLN et MNA, l'OCI soutenait ce dernier mouvement : "Les révolutionnaires conscients lutteront jusqu'au bout pour défendre contre les tueurs du FLN les authentiques révolutionnaires algériens" ("La Vérité", n° 7 de novembre 1957.)

On sait que ces "authentiques révolutionnaires" du MNA fournirent une partie des "bleus de chauffe" qui terrorisèrent la Casbah...

Le MNA comparé au Parti Bolchévique... décidément le CLTA ferait bien de faire le ménage dans sa propre histoire avant de donner des leçons à qui que ce soit !

CRITIQUE DU STALINISME ET SUIVISME A L'EGARD DE LA SOCIALE DEMOCRATIE.

Ces positions du C.I. (auquel se rattache le CLTA) ne sont pas un accident de l'histoire, une erreur isolée. Ce qui oppose les deux principales branches du trotskysme, c'est en effet essentiellement que, si le S.U. a toujours été à la remorque du stalinisme et de la petite bourgeoisie nationaliste, le C.I. n'a critiqué avec virulence ce suivisme que pour se placer lui-même à la remorque de la social-démocratie. Ainsi, à diverses reprises, le CLTA dans l'"Etincelle" n° 4 reprend à son compte la thèse de l'OCI selon laquelle, au cours des dernières élections en France, le PC a "sauvé le régime de Giscard".

Le CLTA ne se distingue en aucune façon des positions de l'OCI à laquelle il est lié. Dans la querelle entre le PCF et le PS de Mitterand, l'OCI a ouvertement pris position pour le parti de Mitterand. C'est-à-dire que la branche trotskyste du CLTA ne critique le stalinisme que pour appor- ter son soutien à un parti qui, sous la IVème République, dirigea ou parti- cipa à de nombreux gouvernements qui organisaient massacres et tortures en

.../...

Algérie, et à un homme Mitterrand dont les masses laborieuses d'Algérie conservent un souvenir sinistre. Mitterrand n'est-il pas l'auteur de la petite phrase célèbre "l'Algérie, c'est la France", et ne fit-il pas exécuter deux militants du Parti Communiste Algérien ?

Sans développer de façon détaillée cette question du soutien du C.I. aux sociaux-démocrates, rappelons toutefois que celui-ci ne se limite pas à la France. Au Portugal, les trotskystes du C.I. revendiquaient par exemple un gouvernement hégémonique du PS avec Soarès en tête...

FAIRE LA REVOLUTION PROLETARIENNE, OU POURSUIVRE LA REVOLUTION BOURGEOISE ?

Dans son programme consacré à l'Algérie, le CLTA ne rompt nullement avec les traditions de sa tendance : s'il critique avec virulence les staliens du P.A.G.S et le régime de Boumédiène qu'ils soutiennent, c'est pour embellir la petite bourgeoisie libérale et démocratique. Ce n'est ni plus ni moins que la version algérienne du soutien aux sociaux-démocrates (qui n'existent pas en Algérie).

La thèse du CLTA est en effet que la révolution bourgeoise en Algérie n'est pas terminée, et que l'indépendance nationale n'est pas acquise. L'Etincelle n° 4 nous parle d'ailleurs (pour aujourd'hui) du "combat de la NATION Algérienne Opprimée" (NATION mis en majuscules par le CLTA), et des "mensonges des courants petits-bourgeois et des staliens sur l'indépendance nationale réalisée". (1(Etincelle n° 4 p. 4).

A partir de la même théorie fautive de la "Révolution permanente" de Trotsky, utilisée de façon aussi dogmatique et scholastique, le CLTA prend exactement le contrepied du Secrétariat Unifié pour arriver à des conclusions diamétralement opposées et aussi caricaturalement ridicules :
- le S.U. considère que, comme seul le prolétariat peut prendre la tête des luttes de libération nationale, la bourgeoisie étant trop débile pour le faire (selon la théorie de la Révolution permanente), c'est nécessairement le prolétariat qui a pris la tête du mouvement au Vietnam, à Cuba. C'est aussi ce qu'il considèrerait en Algérie en 1962 et, depuis, les événements lui ayant donné trop ouvertement tort, il évite de s'expliquer de façon précise.

- Inversement, le C.I. et le CLTA considèrent que, comme seul le prolétariat peut prendre la tête de la lutte pour l'indépendance nationale (aux termes de la même théorie dont ils se réclament tous deux), et comme manifestement ce n'est pas le prolétariat qui a pris la tête de la lutte en Algérie, ... eh bien, il n'y a pas d'indépendance nationale du tout!

A l'appui de son raisonnement, le CLTA démontre que les liens économiques soumettent le capitalisme algérien à l'impérialisme; le CLTA oublie tout simplement, qu'à l'époque de l'impérialisme, l'indépendance économique est tout à fait impossible. Même si la dictature du prolétariat régnait en Algérie, cela ne mettrait pas fin pour autant à la dépendance économique de l'Algérie, à l'échange inégal avec l'impérialisme. Pas davantage que la révolution russe n'avait mis fin à la dépendance de l'URSS par rapport au marché mondial comme le savaient fort bien - et le disaient - Lénine et Trotsky ! Pour étayer son raisonnement, dogmatique et simpliste, le CLTA confond tout simplement indépendance économique et indépendance politique.

(- De telles méthodes d'argumentation sont d'ailleurs des constantes du

.../...

C.I. : on les retrouve quand l'OCI cherche par exemple à démontrer que les forces productives ont cessé de croître depuis la seconde guerre mondiale, à l'aide d'arguments spécieux, parce que Trotsky l'a écrit dans le Programme de Transition... en 1939).

Bien entendu, les errements théoriques du CLTA ne sont pas innocents : ils ont des conséquences immédiates sur son programme. Le CLTA, comme le montre toute sa propagande "démocratiste", se fixe en fait pour objectif de terminer la révolution bourgeoise en Algérie, et de réaliser l'indépendance nationale. Ce qu'il reproche à la bourgeoisie algérienne, c'est en particulier de n'avoir pas été capable de mettre en place un parlement souverain comme la bourgeoisie française en 1789 : "La bourgeoisie algérienne était si débile qu'elle ne fut même pas capable de mettre en place un cadre parlementaire" (l'Étincelle n° 4, p. 13).

Pour le CLTA, pas de véritable révolution bourgeoise sans parlement. Le CLTA oublie que nous ne sommes plus en 1789, et que toute une partie de la planète, - de la Chine à Cuba, en passant par le Vietnam, l'Éthiopie, ... et l'Algérie -, la bourgeoisie a pris le pouvoir et a même réalisé les tâches démocratiques (révolution agraire, rupture avec le féodalisme, etc...) d'une façon particulièrement radicale (beaucoup plus radicale qu'en 1789 dans une bonne partie de ces États), sans avoir recours à un parlement.

Les conséquences de l'incompréhension complète des formes prises par la révolution bourgeoise, de dépasser le cadre du trotskysme, conduisent donc le CLTA à vouloir parachever la révolution bourgeoise qui est déjà accomplie. En pratique, malgré ses références au socialisme et à l'indépendance de classe du prolétariat, le CLTA ne se hisse qu'au niveau des démocrates bourgeois (tels Fehrat Abbas, etc...), avec lesquels ses objectifs de Constituante Souveraine (mot d'ordre central du CLTA) coïncident. Le CLTA ne se distingue nullement à ce propos des "mao-populistes" du PRS, comme nous le soulignons dans T.I.L. n° 28, qui eux aussi ont pour objectif la démocratisation de l'État bourgeois algérien.

Naturellement, la politique démocratique bourgeoise du CLTA n'est pas le seul résultat de ses erreurs théoriques, mais aussi des liens historiques qu'il a noués avec des courants comme le MNA ou en France avec la sociale démocratie, mais nous ne développerons pas ces aspects ici. Nous ne développerons pas non plus les divergences fondamentales que nous avons avec le CLTA (et avec l'ensemble du mouvement trotskyste), à propos de l'URSS, qui serait selon eux un État "ouvrier dégénéré" que les révolutionnaires doivent défendre face à l'impérialisme (sic !). Les prolétaires d'Algérie n'ont en tout cas rien à attendre d'une organisation qui dissimule son propre passé et qui est tout à fait incapable de tirer les leçons de sa faillite théorique et politique....

IMMIGRATION

Contre les expulsions,

unité de la classe ouvrière

L'année dernière, le gouvernement et le patronat menaient campagne pour faire accepter l'expulsion d'un million de travailleurs immigrés avant 1985. Les principaux groupes nationaux d'immigrés, dont le groupe algérien, semblaient particulièrement visés. Pour ceux-ci, on parlait du non-renouvellement d'au moins 100 000 cartes de séjour arrivées à expiration à partir du 1er janvier 1979. Pourtant, toutes les cartes arrivées à leur terme ont été prolongées d'une année à la suite d'un accord algéro-français, le 30 décembre 1978. Pourquoi ? La bourgeoisie française aurait-elle décidé d'annuler son programme d'expulsions massives ?

Il est clair que ce n'est pas ce qui se passera. Le renouvellement des cartes de séjour des travailleurs immigrés algériens a certainement été un répit donné à la bourgeoisie algérienne qui a, pendant quelques temps, hésité à poursuivre son rapprochement avec le capital français. La signature du contrat entre TECHNIP (une société française) et le gouvernement algérien pour la réalisation de GNL 3 (troisième des unités de production et de stockage de gaz naturel liquéfié à Arzew), quelques jours après le renouvellement de ces cartes de séjour, est significatif. Ce contrat représente plus de 2,5 milliards de dollars de prêts français à l'Algérie, ce qui est important. Cela resserre beaucoup les relations franco-algériennes.

C'est d'ailleurs en fonction et en prévision de ce rapprochement que le gouvernement français a voulu ménager ce pays et lui éviter une déstabilisation sociale en ne refoulant pas trop de travailleurs algériens. En définitive, les concertations doivent servir à organiser le retour d'une partie de cette main d'œuvre de la façon la plus rentable politiquement et économiquement pour les deux parties. - La bourgeoisie algérienne n'est pas opposée à l'expulsion de travailleurs émigrés. Seulement, elle tentera de faire refouler sur son territoire les ouvriers qualifiés dont elle a besoin avant tout: c'est son but avoué.

Mais le sursis d'une année pour les Algériens ne change pas grand-chose pour eux, ainsi que pour tous les travailleurs immigrés, particulièrement ceux dont les pays ne font pas partie de la CEE (Communauté économique européenne). La bourgeoisie française a en tête de procéder à l'expulsion d'un grand nombre de travailleurs immigrés.

Pour des raisons économiques : un certain nombre de chômeurs seront expulsés car devenus inutiles, de moins, moins rentables pour la machine économique française. Mais aussi pour des raisons politiques : la bourgeoisie tente en s'attaquant à une fraction de la classe ouvrière (les immigrés) d'effrayer les travailleurs immigrés qui resteront en France. Elle veut aussi faire croire aux travailleurs français qui se révolteront, que ce sont les étrangers, (les immigrés) qui sont responsables de la crise et du chômage. On peut déjà trouver un exemple de cette attitude chez le PCF et les maires locaux lors de la révolte des sidérurgistes de Longwy, Nantes, etc... Celui-ci incitait les travailleurs à revendiquer qu'on "fabrique français"...

Les principaux touchés risquent d'être les travailleurs d'autres pays que ceux de l'Afrique francophone, d'Algérie ou de la CEE. En effet, ceux-ci ne reçoivent de cartes de séjour que pour des périodes très courtes (3 ans), et avec beaucoup de difficultés. La crise et le chômage qui règnent donneront donc de multiples prétextes à l'expulsion masquée de ces travailleurs. De même, les groupes nationaux d'immigrés les plus forts (les Marocains, Tunisiens, Polonais et Yougoslaves), risquent d'être fortement touchés. Il est sûr par ailleurs que le patronat trouvera un savant dosage pour diviser les travailleurs de différentes nationalités entre eux.

Les Algériens seront certainement, entre autres pour cette raison, un peu épargnés (bien que leur statut qui leur accorde ces cartes de séjour de 5 ou 10 ans, seulement après 9 mois de résidence et la présentation d'un contrat de travail, - statut le plus favorable après celui des membres de la CEE -, sera certainement remis en cause.)

Mais la réaction des travailleurs algériens comme ceux de n'importe quelle autre nationalité doit tenir compte que cette manœuvre sert avant tout à diviser le prolétariat en France. La riposte à la bourgeoisie devra se faire dans la plus grande unité des travailleurs français et immigrés. La défense résolue et sans conditions des groupes de travailleurs qui seront les premiers touchés, sera la condition de toute riposte qui serve vraiment les intérêts présents et futurs du prolétariat.

Mettons un terme aux expulsions et à la division !

Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière !

INTERNATIONAL

IRAN

Le clergé chiite

contre les travailleurs

L'Ayatollah Komeiny est retourné en Iran. L'accueil qui lui a été fait par la population, toutes classes réunies, attestent incontestablement que les travailleurs iraniens entretiennent beaucoup d'illusions à l'égard du clergé chiite. Mais il n'est pas difficile de voir à travers les déclarations de ses leaders que le clergé, quoiqu'il se soit opposé au Shah avec intransigeance, ne représente pas une alternative réelle pour les masses iraniennes.

C'est ainsi que pour l'Ayatollah, à part "quelques traîtres" dans la hiérarchie militaire, la "majorité des soldats et des officiers" ne sont pas contre les masses en Iran. Un autre membre important du clergé chiite, l'Ayatollah Taleghani, a pris la défense des tortionnaires de la Savak en déclarant : "qu'il ne fallait pas confondre les véritables criminels avec les exécutants".

Ces déclarations montrent bien que la république islamique se fera avec l'appareil militaire-policié du Shah. Les travailleurs devront accepter de vivre aux côtés et sous la menace permanente de ceux qui ont torturé pendant des années, de ceux qui ont tiré à maintes reprises sur des foules désarmées.

C'est ce même clergé chiite qui a poussé les ouvriers des raffineries de pétrole à "modérer" leur mouvement de grève pour permettre l'approvisionnement interne de l'Iran.

Le clergé a contribué à impulser le mouvement qui a mis à bas le Shah. Maintenant que la perspective du pouvoir approche, il redoute le mouvement populaire. Il sait bien que pour gouverner, il ne pourra se passer de l'appareil répressif de la bourgeoisie. Mais en Iran comme ailleurs, le pouvoir des travailleurs ne reposera pas sur un corps de mercenaires permanents, mais sur l'organisation armée des travailleurs eux-mêmes.

Malgré sa démagogie, le clergé se démasque...

GRANDE - BRETAGNE

La grève des camionneurs remet en cause le "contrat social"

La politique des travaillistes vient de subir un sérieux démenti. Les 100 000 camionneurs en grève en janvier ont obtenu 20 % d'augmentation, soit 64 £ par semaine au lieu des 65 demandés, - environ 550 Fr. Il est vrai que les différentes journées de grève des conducteurs de train et les actions des employés du secteur public sur les problèmes de salaire ont sérieusement contribué à cette victoire. Mais il ne fait pas de doute que c'est la combativité des camionneurs eux-mêmes qui a été déterminante.

De nombreux piquets de grève ont en effet été installés par les camionneurs devant leurs propres entreprises mais des piquets dits "secondaires" ont également bloqué les entrepôts, les ports, etc..., décuplant ainsi l'impact de la lutte. C'est cette combativité qui a décidé de la paralysie de nombreux secteurs de l'économie britannique. Il faut remonter à ... 1926 pour trouver un mouvement d'une telle ampleur et d'une telle répercussion.

Les augmentations que les camionneurs ont arrachées sont décisives. Elles démontrent d'une part que lorsque la "gauche" est au pouvoir comme elle l'est aujourd'hui, avec le gouvernement Callaghan, ce n'est pas pour satisfaire les revendications de la classe ouvrière ou pour être "à son service". Loin s'en faut. Lorsqu'elle est appelée : c'est pour gérer la crise et organiser l'austérité.

La politique plusieurs fois renouvelée des "contrats sociaux", qui ont limité durant plusieurs années d'une façon draconienne le pouvoir d'achat des travailleurs britanniques, en est la meilleure preuve. Les camionneurs n'ont donc eu qu'une façon de briser le carcan imposé par la bourgeoisie et ses politiciens de gauche : la lutte.

Mais d'autre part, la victoire que viennent de remporter les camionneurs est une brèche ouverte dans la politique d'austérité dans laquelle demain des milliers et des milliers de travailleurs peuvent s'engouffrer.

Les bureaucraties syndicales, quant à elles, ont tardé à soutenir les camionneurs en grève. Ce n'est qu'après avoir bien pesé le pour et le contre dans un mouvement qui risquait d'un côté de renverser le gouvernement et par conséquent eux-mêmes - syndicats et parti travailliste ne forment en effet qu'un -, et de l'autre de perdre pour une durée indéterminée la possibilité de contrôler la puissante vague de grèves, qu'ils ont pris cette décision.

Mais après s'être décidé à reconnaître la grève des camionneurs comme légale (en Grande-Bretagne, les grèves qui ne sont pas déclarées ou

.../...

reconnues par les syndicats sont considérées comme illégales), Kistone, responsable syndical, déclarait : "je ne crois pas que je pourrais garantir la reprise dans l'immédiat" (sic), et un autre représentant encore "Il nous faudra une semaine pour reprendre vraiment les choses en main".

Ils y ont finalement réussi grâce encore à leur appareil et en utilisant la menace de Callaghan sur un éventuel "état d'urgence" déjà employé en Irlande du nord. C'est ainsi que les piquets secondaires ont disparu, réduisant considérablement les effets de la grève des transports routiers, - alliée pendant plusieurs jours de celle des transports ferroviaires -. Après avoir bien repris en main une situation qui leur avait donc complètement échappée, et limité l'impact de la grève, ils ont pu négocier.

Le patronat se trouvait ainsi dans une situation de force bien supérieure à celle qui aurait été la sienne si les routiers avaient continué à bloquer les routes des entrées. Ils ont cependant cédé de peur d'une extension du conflit et d'une paralysie très grave de l'économie.

Les patrons cependant ont pu imposer le droit de négocier les conditions de travail des routiers entreprise par entreprise après la reprise du travail. Les 35 heures réclamées ont été rejetées.

Si la victoire est donc indéniable, il n'en reste pas moins que les bureaucraties syndicales ont réussi encore une fois à limiter au

maximum les effets du mécontentement des travailleurs. C'est donc par un effort d'organisation, indépendamment des bureaucraties syndicales, sur le contrôle de leur lutte et des objectifs qu'ils se seront fixés, que les travailleurs pourront demain contrecarrer les plans de Callaghan et Cie et des bureaucrates syndicaux.

MAROC

Les cheminots en grève

Le 19 janvier 1979, après 16 jours de grève sur tout le territoire marocain, les 10 000 cheminots ont repris le travail. On se souvient qu'ils avaient mené une lutte au cours de l'été 1977, précédant de quelques jours seulement leurs camarades de la SNCFA (Société nationale des chemins de fer algériens).

Les cheminots marocains revendiquaient l'application de l'accord conclu avec le ministre des transports au mois de juin 1978, lequel prévoyait une augmentation de salaire de 15 %.

Déclenchée pour 4 jours à l'initiative de la Fédération des Travailleurs du rail (encore que le ras-le bol des travailleurs a certainement pris une part importante dans cette décision..), syndicat affilié à l'UMT (Union Marocaine du Travail, centrale syndicale la plus forte, tenue par l'UNFP, parti gouvernemental), elle a été reconduite tous les 2 jours.

Cette lutte a abouti seulement à une augmentation à partir du 1er janvier 1979, et la promesse d'une seconde augmentation qui devrait intervenir le 1er janvier 1980, les retraites subissant les mêmes changements. D'autre part, les journées de grève devraient être payées.

Malgré leur lutte déterminée, les travailleurs du rail n'ont pas réussi à faire appliquer les décisions d'augmentation des salaires prises en 1978. Et encore moins à imposer des augmentations de salaire importantes pour 1979. Ces augmentations obtenues correspondent à la moitié de l'inflation, qui est de l'ordre de 15 % (officiellement de 12 %) !

Malgré cela, les partis bourgeois gouvernementaux ou d'opposition, parlent avec cynisme d'"éclatante victoire" ! Les partis de la classe dominante exagèrent le mouvement démagogiquement pour mieux faire taire les travailleurs, et les appeler ensuite à l'"unité nationale".

Pour nous, nous savons que ces grèves, la multiplication de ces luttes représentent une importante tentative de rupture avec le pacte social et les organisations bourgeoises d'encadrement de la classe ouvrière. Certes, les travailleurs marocains entretiennent encore beaucoup d'illusions sur les syndicats et les partis dits "progressistes", mais ils ont montré que la seule voie qui soit la leur, était celle de la lutte contre le patronat.

Et même si ces luttes avaient un caractère essentiellement défensif et ponctuel, c'est là un des maillons du combat des classes laborieuses contre la toute-puissance de la bourgeoisie !

TUNISIE

Il y a un an, le 26 janvier

Un an après les émeutes du 26 janvier, qui représentaient un des plus forts affrontements de la classe ouvrière tunisienne envers la bourgeoisie destourienne, la combativité ouvrière semble s'être relativement désamorcée. Il importe cependant d'esquisser un bilan de l'expérience acquise par les travailleurs tunisiens à la suite des grèves menées en janvier 1978.

Le mois de décembre 1978 connaissait la grève de 13 000 travailleurs du secteur des phosphates (les mineurs de Gafsa et les manutentionnaires de Sfax). Le 16 décembre, les cheminots se mettaient en grève à leur tour, sur la base de revendications salariales. Un peu partout en Tunisie, se multipliaient les grèves dures et de grande ampleur, les travailleurs profitant du relatif vide politique et de la crise économique particulièrement sévère en Tunisie pour faire entendre leurs voix.

Tout cela, on le sait, aboutissait à la déclaration de la grève générale, décrétée par l'UGTT à qui la pression et la combativité ouvrière avait forcé la main. La suite : les provocations des milices parallèles gouvernementales lors des manifestations de révolte des jeunes ouvriers et chômeurs des grandes villes (Tunis, etc..), permettaient à la bourgeoisie de sortir son arsenal répressif et de tirer sur la foule. Le bilan était lourd : plusieurs centaines de morts, des milliers de blessés, et la base combative de l'UGTT démantelée et emprisonnée.

De même, les principaux dirigeants du syndicat tunisien, qui hier n'hésitaient pas à encadrer et à livrer la classe ouvrière pieds et poings liés à la bourgeoisie destourienne (Pacte social "anti-ouvrier, etc..), se retrouvaient eux aussi en prison et du même coup étaient sanctifiés "martyrs" de la classe ouvrière auprès des travailleurs !

Les principaux procès des dirigeants syndicaux (Hachour et consorts) n'ont fait depuis que renforcer les illusions des travailleurs envers l'ancienne bureaucratie syndicale ! On se rappelle pourtant la phrase de l'ancien responsable de l'UGTT de Sousse, qui pour se démarquer des émeutes et se dédouaner, disait au lendemain du 26 janvier : "L'histoire prouvera que nous n'étions pour rien dans les émeutes du 26 janvier" !.

Alors, quel doit-être aujourd'hui le bilan de ces luttes sanglantes menées par les travailleurs tunisiens il y a de ça un an ?

Il semble bien que la combativité ouvrière ait été momentanément désarçonnée, à la suite du coup de force de la bourgeoisie de janvier 1978. Il n'en reste pas moins que les conditions objectives (crise politique et économique), qui ont permis (entre autres) l'explosion du 26 janvier, existent toujours. A l'avenir, les travailleurs tunisiens doivent prendre garde à ne pas se laisser tromper par les Hachour et Cie : c'est la seule façon d'engager le combat pour leurs intérêts de classe !

QUI SOMMES-NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste D'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle de leur pays d'origine.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat, - solution de survie pour le capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestations directes de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens, et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

(Le Manifeste Communiste)